

ÉDITION AVRIL 2026

Le présent contrat définit en Partie 1 les règles de fonctionnement des Cartes (ci-après désignées la ou les «Carte(s)») indépendamment des règles spécifiques du(des) schéma(s) de Cartes de paiement dont la(les) marque(s) figure(nt) sur la Carte et en Partie 2 lesdites règles spécifiques.

Une réglementation impose aux établissements de crédit et de paiement, d'utiliser les dénominations communes des frais pour les services les plus représentatifs rattachés à un compte de paiement dans les informations contractuelles et en particulier les dénominations de frais ci-après :

- Fourniture d'une Carte de débit (Carte de paiement internationale à débit immédiat) : l'établissement fournit une Carte de paiement liée au compte du client. Le montant de chaque opération effectuée à l'aide de cette Carte est débité directement et intégralement sur le compte du client, au jour le jour.
- Fourniture d'une Carte de débit (Carte de paiement internationale à débit différé) : l'établissement fournit une Carte de paiement liée au compte du client. Le montant de chaque opération effectuée à l'aide de cette Carte est débité directement et intégralement sur le compte du client, à une date convenue. Elle permet également d'effectuer des retraits qui sont débités au jour le jour sur le compte.
- Fourniture d'une Carte de débit (carte de paiement à autorisation systématique) : l'établissement fournit une Carte de paiement liée au compte du client. Le montant de chaque opération effectuée à l'aide de cette Carte est débité directement et intégralement sur le compte du client, après vérification automatique et systématique du solde (ou provision) disponible sur son compte.

PARTIE 1 - CONDITIONS GENERALES DE FONCTIONNEMENT DE LA CARTE COMMUNES A TOUS LES SCHEMAS DE CARTES DE PAIEMENT

1 – Objet de la Carte

1.1 Les Cartes de paiement et de retrait interbancaire

1.1.1 Les Cartes VISA de paiement et de retrait interbancaire sont des instruments de paiement à l'usage exclusif du titulaire de la Carte lui permettant de réaliser des opérations de paiement et ayant uniquement pour finalités de :

- retirer des espèces auprès des appareils de distribution automatique de billets de banque (ci-après «DAB/GAB») ou, aux guichets des établissements dûment habilités à fournir des services de paiement, affichant la (l'une des) marque(s) apposée(s) sur la Carte et, pour ce dernier type de retrait, dans les limites des disponibilités du guichet payeur et sur présentation d'une pièce d'identité en cours de validité ;
- régler des achats de biens ou des prestations de services à distance ou chez des commerçants ou prestataires de services (ci-après « Accepteurs ») équipés d'Equipements Electroniques (en ce compris les Terminaux de Paiement Electronique, ci-après « TPE », et les automates) affichant la (l'une des) marque(s) apposée(s) sur la Carte ;
- régler des dons ou des cotisations à toute entité dûment habilitée pour les percevoir ou les recevoir, et susceptible d'utiliser le(s) schéma(s) de cartes de paiement dont la (l'une des) marque(s) est apposée(s) sur la Carte ;
- transférer des fonds vers toute personne dûment habilitée à recevoir de tels fonds.

1.1.2 Les Cartes à autorisation systématique permettent au titulaire :

- d'effectuer des retraits d'espèces auprès des DAB/GAB affichant la (l'une des) marque(s) apposée(s) sur la Carte, ou aux guichets des établissements dûment habilités à fournir des services de paiement affichant cette(ces) même(s)marque(s) et équipés de TPE, dans les limites des disponibilités du guichet payeur et sur présentation d'une pièce d'identité en cours de validité ;
- de régler des achats de biens ou des prestations de services chez les Accepteurs équipés d'un Equipement Electronique affichant la (l'une des) marque(s) apposée(s) sur la Carte. Toutefois, elle n'est pas acceptée chez les Accepteurs équipés d'un Equipement Electronique n'ayant pas la possibilité technique d'émettre une demande d'autorisation (ex. péages d'autoroutes, péages de parking...);
- de régler des dons ou des cotisations à toute entité dûment habilitée pour les percevoir ou les recevoir, et susceptible d'utiliser le(s) schéma(s) de Cartes de paiement dont la (l'une des) marque(s) est apposée(s) sur la Carte.

Pour accorder ou refuser l'autorisation, la Banque émettrice tient compte des limites visées ci-après, du solde du compte concerné et des opérations non encore comptabilisées dont elle a connaissance et notamment des règlements pour lesquels la Banque émettrice a déjà accordé une autorisation.

1.1.3 Les Cartes ci-dessus permettent également, le cas échéant, d'avoir accès à d'autres services offerts par la Banque émettrice, et régis par des dispositions spécifiques. Il s'agit notamment :

- de fonctions d'identification permettant d'effectuer certaines opérations bancaires sur les GAB de la Banque émettrice ou aux guichets. A ces derniers guichets, une pièce d'identité peut, le cas échéant, être exigée ;
- de services d'assurance et d'assistance décrits dans les certificats de garantie envoyés au titulaire lors de son adhésion aux présentes conditions ou disponibles dans les agences.

1.2 Les Cartes de retrait

1.2.1 Les Cartes de retrait permettent au titulaire d'effectuer des retraits d'espèces auprès des appareils de distribution automatique de billets de banque (ci-après « DAB/GAB ») ou aux guichets des établissements dûment habilités à fournir des services de paiement, affichant la (l'une des) marque(s) apposée(s) sur la Carte et, pour ce dernier type de retrait, dans les limites des disponibilités du guichet payeur et sur présentation d'une pièce d'identité en cours de validité.

1.2.2 Les Cartes de retrait permettent également, le cas échéant, d'avoir accès à d'autres services offerts par la Banque émettrice et régis par des dispositions spécifiques. Il s'agit notamment :

- de fonctions d'identification permettant d'effectuer certaines opérations bancaires sur les GAB de la Banque émettrice ou aux guichets. A ces derniers guichets, une pièce d'identité peut, le cas échéant, être exigée ;
- de services d'assistance décrits dans la notice envoyée au titulaire lors de son adhésion aux présentes conditions ou disponibles dans les agences.

1.3 Exceptées les Cartes délivrées pour un usage professionnel (Cartes « BUSINESS »), les Cartes de paiement et de retrait ne sont utilisées qu'à des fins non professionnelles. Par ailleurs, le titulaire de ces Cartes s'interdit d'en faire un usage différent de ceux décrits ci-dessus.

2 – Délivrance de la Carte

La Carte est délivrée par l'émetteur (ci-après «la Banque émettrice»), dont elle reste la propriété, à la demande de ses clients titulaires d'un compte et/ou à leurs mandataires dûment habilités et sous réserve d'acceptation de la demande.

La Banque émettrice peut ne pas délivrer de Carte. Dans ce cas, elle informe le titulaire de compte des motifs de sa décision.

La Banque émettrice interdit au titulaire de la Carte d'apposer des étiquettes adhésives ou des autocollants ou de procéder à toute inscription sur la Carte à l'exception de la signature visée ci-dessous.

Le titulaire de la Carte s'engage à l'utiliser, ainsi que son numéro, exclusivement dans le cadre du(des) schéma(s) de cartes de paiement dont la (l'une des) marque(s) est apposée sur la Carte et à respecter les règles afférentes à chacun desdits schémas.

La Carte est rigoureusement personnelle, son titulaire devant dès réception, y apposer obligatoirement sa signature dès lors qu'un espace prévu à cet effet existe sur le support de la Carte. Il est strictement interdit au titulaire de la Carte de la prêter ou de s'en déposséder.

Le titulaire de la Carte s'interdit d'apporter toute altération fonctionnelle ou physique à la Carte susceptible d'entraver son fonctionnement, ainsi que celui des Equipements Electroniques et des DAB/GAB, de quelque manière que ce soit.

3 – Données de sécurité personnalisées

Les Données de Sécurité Personnalisées sont des données personnalisées fournies au titulaire de la Carte par l'émetteur à des fins d'authentification.

3.1 Code confidentiel (ci-après « Code »)

La Banque émettrice met à la disposition du titulaire de la Carte une Donnée de Sécurité Personnalisée sous la forme d'un Code qui lui est communiqué confidentiellement, personnellement et uniquement à lui.

Le titulaire de la Carte doit prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité de sa Carte et du Code et plus généralement de toutes autres Données de Sécurité Personnalisées. Il doit donc tenir absolument secret son Code et ne pas le communiquer à qui que ce soit. Il ne doit pas notamment l'inscrire sur la Carte, ni sur tout autre document. Il doit veiller à le composer à l'abri des regards indiscrets.

Il doit utiliser les Données de Sécurité Personnalisées chaque fois qu'il en reçoit l'instruction par les Equipements Electroniques sous peine d'engager sa responsabilité.

Le nombre d'essais successifs de composition du Code est limité à 3 (trois) sur ces Equipements Electroniques, les DAB/GAB et automates de pièces de monnaie. Au troisième essai infructueux, le titulaire de la Carte provoque l'invalidation de sa Carte et/ou le cas échéant sa capture.

3.2 Autres Données de Sécurité personnalisées

Lors de paiements sur Internet, sur les sites portant la mention «Verified by Visa», le titulaire de la Carte devra en plus des références de la Carte, s'authentifier soit par la saisie d'un code unique qui pourra lui être communiqué, notamment par SMS, soit par tout autre dispositif de sécurité personnalisé (Clé digitale notamment) préalablement communiqué par la Banque émettrice.

4 – Forme du consentement et irrévocabilité

4.1 Le titulaire de la Carte donne son consentement pour réaliser une opération de paiement avant ou après la détermination de son montant :

- par la frappe de son Code sur le clavier d'un automate de pièces de monnaie, d'un DAB/GAB ou d'un Equipement Electronique, envérifiant la présence de la (de l'une des) marque(s) apposée(s) sur la Carte ;
- par l'introduction de la Carte dans un Equipement Electronique dépourvu de clavier destiné à la frappe du Code ;
- par la communication et/ou confirmation des données liées à l'utilisation à distance de la Carte, le cas échéant via un portefeuille numérique interbancaire agréé par le(s) schéma(s) de cartes de paiement dont la (l'une des) marque(s) est apposée sur la Carte ;
- par la présentation et le maintien de la Carte devant un dispositif identifiant la présence de la technologie dite «sans contact». Cette cinématique est également valable lorsque la Carte est dématérialisée et intégrée dans un autre support (tel un téléphone mobile par exemple) ;
- par la signature manuscrite sur les tickets émis par l'Equipement Electronique tant à destination de l'Accepteur que du titulaire de la Carte.

4.2 Il est convenu que le titulaire de la Carte peut utiliser la Carte pour une série d'opérations de paiements, ci-après appelés «paiements récurrents et/ou échelonnés», pour des achats de biens et/ou de services.

Le titulaire de la Carte donne son consentement à la série d'opérations :

- à distance par la communication et/ou confirmation des données liées à l'utilisation de la Carte lors de la première opération ;
- et le cas échéant via un portefeuille numérique interbancaire agréé lors de la première opération.

La première opération de paiement est alors conforme à l'article 4.1.

4.3 Le titulaire de la Carte peut également donner son consentement à l'exécution d'une opération de paiement en début de prestation pour un montant maximum convenu avec l'Accepteur et dont le montant définitif est déterminé à l'issue de la prestation. Le montant maximum ainsi autorisé peut impacter les limites d'utilisation de la Carte fixées et notifiées par la Banque émettrice.

4.4 Dès que ce consentement a été donné, l'ordre de paiement est irrévocable.

Toutefois, le titulaire de la Carte peut faire opposition au paiement en cas de procédure de redressement ou de liquidation judiciaire de l'Accepteur, tant que le compte du prestataire de service de paiement de l'Accepteur n'a pas été crédité du montant de l'opération de paiement.

En outre, pour les paiements récurrents et/ou échelonnés, le titulaire de la Carte peut retirer pour l'avenir son consentement à l'exécution d'une opération ou série d'opérations au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant le jour convenu pour son exécution.

4.5 La Banque émettrice reste étrangère, dans l'Espace Economique Européen, à tout différend commercial, c'est-à-dire autre que celui relatif à l'ordre de paiement, pouvant survenir entre le titulaire de la Carte et l'Accepteur. L'existence d'un tel différend ne peut en aucun cas justifier le refus du titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte d'honorer son paiement.

5 – Modalités d'utilisation de la Carte pour des retraits d'espèces dans les automates de pièces de monnaie, les DAB/GAB ou auprès des guichets

5.1 Les retraits d'espèces sont possibles dans les limites fixées et notifiées par la Banque émettrice dans les conditions tarifaires particulières ou dans tout document approuvé par le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte.

Ces limites peuvent être différentes selon que les retraits sont effectués :

- sur les automates de pièces de monnaie/DAB/GAB de la Banque émettrice ou des autres établissements affichant la (l'une des) marque(s) apposée(s) sur la Carte ;

- auprès des guichets affichant la (l'une des) marque(s) apposée(s) sur la Carte. Les retraits d'espèces sont alors possibles dans les limites des disponibilités du guichet payeur et sur présentation d'une pièce d'identité en cours de validité.

5.2 Les montants enregistrés de ces retraits, ainsi que les commissions éventuelles, sont portés dans les délais habituels propres aux retraits d'espèces au débit du compte sur lequel fonctionne la Carte. Le montant de ces opérations figure sur le relevé d'opérations visé à l'article 6.

5.3 Le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte doit, préalablement à chaque retrait et sous sa responsabilité, s'assurer de l'existence d'un solde suffisant et disponible et le maintenir jusqu'au débit correspondant.

6 – Modalités d'utilisation de la Carte pour le règlement d'achats de biens et de prestations de services chez des Accepteurs.

Les dispositions suivantes ne concernent pas les Cartes de retrait évoquées à l'article 1.2 du présent contrat.

6.1 La Carte est un instrument de paiement qui ne doit être utilisé que pour régler des achats de biens et des prestations de services à des Accepteurs adhérents au(x) schéma(s) de cartes de paiement dont la (l'une des) marque(s) est apposée sur la Carte.

6.2 Ces opérations de paiement sont possibles dans les limites fixées et notifiées par la Banque émettrice dans les conditions tarifaires particulières ou dans tout document approuvé par le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte.

6.3 Les paiements par Carte sont effectués selon les conditions et procédures en vigueur chez les Accepteurs ayant adhéré à l'un des schémas de cartes de paiement dont la (l'une des) marque(s) est apposée sur la Carte. Ces conditions et procédures comportent en principe un contrôle des Données de Sécurité Personnalisées et sous certaines conditions définies par les schémas de cartes de paiement, une demande d'autorisation.

Lorsque ces conditions et procédures impliquent la signature par le titulaire de la Carte du ticket émis par l'Accepteur et que la Carte fournie par la Banque émettrice prévoit l'apposition de la signature, la vérification de la conformité de cette signature par rapport au spécimen déposé sur la Carte incombe à l'Accepteur. Dans le cas où il n'existe pas de panonceau de signature sur la Carte, la conformité de la signature est vérifiée avec celle qui figure sur la pièce d'identité présentée par le titulaire de la Carte.

L'Accepteur a la possibilité d'installer un mécanisme de sélection prioritaire d'une marque ou d'une application de paiement sur l'Équipement Electronique. Le titulaire de la Carte peut passer outre la sélection prioritaire automatique effectuée par l'Accepteur dans son Équipement Electronique en choisissant une autre marque apposée sur sa Carte ou une autre application de paiement, dans la mesure où elle est affichée comme « acceptée » par l'Accepteur.

6.4 Les opérations de paiement reçues par la Banque émettrice sont automatiquement débitées du compte sur lequel fonctionne la Carte selon les dispositions convenues entre le titulaire de celui-ci et la Banque émettrice dans les conditions tarifaires particulières ou dans tout document approuvé par le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte.

Même si ces conventions prévoient un différé de paiement, la Banque émettrice a la faculté de débiter immédiatement le compte sur lequel fonctionne la Carte du montant des opérations de paiement effectuées à l'aide de la Carte en cas de décès, d'incapacité juridique du titulaire de la Carte et/ou du titulaire du compte, d'incidents de paiement (rejet d'un chèque ou d'un prélèvement pour défaut ou insuffisance de provision), d'incidents de fonctionnement du compte (en cas de saisie conservatoire sur le compte, de saisie-attribution de créances de somme d'argent sur le compte, d'avis à tiers détenteur sur le compte, d'opposition administrative sur le compte, d'opposition à tiers détenteur sur le compte ou de saisie à tiers détenteur sur le compte), de clôture du compte ou du retrait de la Carte par la Banque émettrice, décision qui sera notifiée au titulaire de la Carte et/ou du compte par simple lettre.

De même, la Banque émettrice a la faculté de débiter immédiatement le compte sur lequel fonctionne la Carte du montant des opérations de paiement réalisées au moyen de la Carte si le cumul des opérations de paiement dépasse les limites fixées et notifiées par la Banque émettrice.

Pour les ordres de paiement donnés en ligne, le titulaire de la Carte peut être tenu de respecter une procédure sécuritaire selon les modalités convenues avec la Banque émettrice et précisées à l'article 3.2 du présent contrat.

6.5 Si la Carte est à débit immédiat, le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte doit, préalablement à chaque opération de paiement et sous sa responsabilité, s'assurer de l'existence au compte sur lequel fonctionne la Carte d'un solde suffisant et disponible et le maintenir jusqu'au débit correspondant.

Si la Carte est à débit différé, le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte doit s'assurer que le jour du débit des règlements par Carte, le compte présente un solde suffisant et disponible.

6.6 Le montant détaillé (montant, commissions, taux de change) des opérations de paiement par Carte passées au débit du compte sur lequel fonctionne la Carte figure sur un relevé des opérations envoyé au moins une fois par mois sur un support papier ou sur un support durable qui peut être électronique, selon les modalités convenues entre la Banque émettrice et le titulaire du compte sur lequel fonctionne la Carte.

Il appartient au titulaire du compte sur lequel fonctionne la Carte de vérifier la régularité des opérations de paiement figurant sur le relevé d'opérations.

6.7 Une opération de paiement ne peut être éventuellement remboursée par l'Accepteur que s'il y a eu préalablement une opération débitée d'un montant supérieur ou égal. Ce remboursement doit être effectué avec la même Carte que celle utilisée pour l'opération initiale.

6.8 Une opération de paiement peut être effectuée afin d'obtenir du « quasi-cash » (jetons de casinos, enjeux de courses hippiques et devises) dans les lieux habilités pour ce faire. Pour cette opération, les limites fixées sont notifiées par la Banque émettrice dans les conditions tarifaires particulières ou dans tout document approuvé par le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte. Ces opérations sont prises en compte dans les limites fixées pour les paiements qui sont notifiées par la Banque émettrice dans les conditions tarifaires particulières ou dans tout document approuvé par le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte.

Ces opérations sont débitées immédiatement du compte sur lequel fonctionne la Carte.

7 - Modalités d'utilisation de la Carte pour le règlement d'achats de biens et de prestations de services chez des Accepteurs en mode « sans contact »

Les dispositions suivantes ne concernent pas les Cartes de retrait évoquées à l'article 1.2 du présent contrat.

7.1 A des fins sécuritaires, le montant unitaire maximum de chaque opération de paiement en mode « sans contact » et le montant cumulé maximum des règlements successifs en mode « sans contact » sont limités aux montants fixés par la réglementation en vigueur. En conséquence, au-delà de ce montant cumulé maximum, une opération de paiement avec frappe du Code doit être effectuée par le titulaire de la Carte pour continuer à l'utiliser en mode « sans contact » et réinitialiser le montant cumulé maximum disponible.

L'enregistrement de l'opération de paiement peut figurer sur le ticket édité par l'Équipement Electronique situé chez l'Accepteur.

En cas d'utilisation sur un automate offrant uniquement une possibilité d'acceptation de paiement en mode « sans contact », le titulaire de la Carte est informé et accepte que son paiement puisse lui être refusé conformément aux dispositions prévues dans le présent article et qu'il devra faire :

- un paiement en mode contact classique avec frappe de code ailleurs que sur ledit automate ou ;
- un retrait, avant de pouvoir se servir dudit automate de paiement.

7.2 En mode « sans contact », les opérations de paiement reçues par la Banque émettrice sont automatiquement débitées du compte sur lequel

fonctionne la Carte au vu des enregistrements des opérations de paiement en mode «sans contact» dans les systèmes d'acceptation ou leur reproduction sur un support informatique durable.

7bis – Modalités d'utilisation de la Carte pour le règlement d'achats de biens et de prestations de services chez des Accepteurs avec le système de paiement en plusieurs fois « SOC N PAY »

Les dispositions suivantes ne concernent pas les Cartes de retrait évoquées à l'article 1.2 du présent contrat.

7.3 Objet du service

Le service SOC N PAY est une forme de paiement en plusieurs fois permettant aux clients de la Banque SOCREDO de régler leurs achats en (4) fois maximum auprès des commerçants ayant adhéré au service.

Ce paiement fractionné constitue une opération de crédit remboursable sur une durée n'excédant pas trois (3) mois, et dont les frais sont considérés comme négligeables.

7.4 Caractéristiques du service

Le service permet le règlement d'achats de biens ou de prestations de services d'un montant supérieur à 30.000 FCFP et inférieur à 500.000 FCFP. La tranche minimale de paiement ne doit pas être inférieure à 20.000 FCFP.

Un paiement initial est effectué au moment de l'achat auprès du commerçant et est suivi d'un étalement des échéances restantes sur une durée maximale de quatre-vingt-dix (90) jours à compter du jour de l'achat.

L'échéancier de remboursement du titulaire de la Carte débutera au jour de l'achat et s'étalera comme suit :

- 1ère échéance : le jour de la transaction auprès du commerçant (J)
- 2ème échéance : J + 30 jours ;
- 3ème échéance : J + 60 jours.
- 4ème échéance : J + 90 jours.

Les informations relatives aux échéances fractionnées sont remises au titulaire de la Carte par le commerçant sous forme de ticket. Ces informations sont également mises à disposition dans l'espace client en ligne du titulaire de la Carte.

7.5 Conditions d'éligibilité au service

Le service est réservé aux particuliers, personnes physiques majeures, titulaires d'une carte VISA en cours de validité octroyée par la Banque SOCREDO.

La validité de la carte doit au moins être égale au mois suivant la dernière échéance de règlement.

Sont exclues du service :

- Les cartes à autorisation systématique ;
- Les cartes prépayées ;
- Les cartes émises hors du territoire de la Polynésie Française.

7.6 Souscription au service

La souscription au service se formalise lorsque le titulaire de la Carte sélectionne l'option « Payer en 4 fois avec SOC N PAY » au moment du règlement sur le terminal du commerçant.

Le titulaire de la Carte sélectionne alors la durée d'étalement de son achat.

La validation se fait selon la technique du « double consentement » :

- Le premier consentement est donné lorsque le titulaire de la Carte sélectionne l'option « Payer en 4 fois avec SOC N PAY » ;
- Le second consentement est donné en confirmant le paiement avec son code de carte bancaire.

En cas de refus d'autorisation sur le « paiement comptant », au moment du règlement auprès du commerçant, le dossier SOC N PAY est automatiquement annulé, les tickets de rejet correspondants sont édités en deux (2) exemplaires (porteur et commerçant).

7.7 Conditions financières du service

Le service est assorti de frais de dossier conformément aux Conditions tarifaires particulières applicables.

L'entièreté des frais de dossier est prélevée en une (1) fois, le jour de de la transaction auprès du commerçant.

7.8 Obligations du titulaire de la Carte

Le titulaire de la Carte reconnaît que le paiement de la première (1ère) échéance auprès du commerçant constitue une acceptation irrévocable et sans réserve des présentes conditions.

En choisissant un prélèvement en plusieurs fois, le titulaire de la Carte autorise que les prélèvements des échéances soient réalisés sur le compte bancaire auquel est adossé sa Carte.

Le titulaire de la Carte s'engage à veiller à ce que le montant du plafond de sa carte permette de régler les échéances fractionnées au jour de leur présentation.

Le titulaire de la Carte s'interdit d'utiliser le service pour la réalisation de transactions frauduleuses ou le dépassement de plafond autorisé.

7.9 Résiliation ou annulation

En cas d'annulation de la transaction entre le titulaire de la Carte et le commerçant, qui donnerait lieu à un retour des marchandises ou à l'annulation du service qui aurait dû être fourni, la Banque SOCREDO procédera au remboursement des échéances déjà payées, à l'annulation des échéances restantes, ainsi que des frais de dossiers prélevés.

7.10 Incident de paiement

Les cas d'incident de paiement pouvant se présenter sont les suivants :

- Insuffisance des fonds disponibles sur le compte lié à la Carte ;
- Plafond de carte atteint au moment de la présentation d'une des échéances fractionnées ;
- Opposition réalisée sur la Carte ;
- Clôture du compte bancaire auquel est adossé la Carte.

7.10.1 Précisions en cas d'insuffisance des fonds ou de plafond de carte atteint

Toute transaction issue d'une échéance fractionnée ne pouvant être présentée au traitement par la Banque, lorsqu'elle est refusée à l'échéance de la neuvième (9e) présentation, à raison d'une présentation par jour, par le serveur d'autorisation de la Banque SOCREDO, sera rejetée définitivement.

En cas de rejet définitif d'une des échéances fractionnées, la Banque SOCREDO se réserve le droit :

- D'exiger le remboursement immédiat de l'intégralité du solde restant dû ;
- À défaut d'exiger le remboursement immédiat du solde restant dû, réclamer le paiement des échéances échues impayées.

7.10.2 Précisions en cas d'opposition sur carte ou clôture du compte bancaire

La Banque pourra, en cas d'opposition sur carte ou clôture du compte bancaire, exiger le remboursement immédiat du capital restant dû.

En cas de réalisation d'un de ces incidents, le client est informé, par tout moyen, par la Banque SOCREDO et invité à régulariser la situation.

La défaillance du titulaire de la Carte lui retire la possibilité d'utiliser le service tant que la situation n'est pas régularisée.

Le titulaire de la carte recouvre la faculté d'utiliser le service à l'issue d'un délai de trente (30) jours à compter de la régularisation de la situation.

8 – Modalités d'utilisation de la Carte pour un transfert de fonds

Les dispositions suivantes ne concernent pas les Cartes de retrait évoquées à l'article 1.2 du présent contrat.

8.1 La Carte permet de donner un ordre pour transférer des fonds au bénéfice d'une personne dûment habilitée pour ce faire (ci-après « Récepteur »).

8.2 Ces transferts de fonds ou chargements/rechargements sont possibles dans les limites fixées et notifiées par la Banque émettrice dans les conditions tarifaires particulières ou dans tout document approuvé par le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte.

8.3 Les transferts de fonds par Carte sont effectués selon les conditions et procédures en vigueur chez les Récepteurs.

Cas particulier : les transferts de fonds par Carte à autorisation systématique sont effectués selon les conditions et procédures en vigueur chez les Récepteurs, avec une demande d'autorisation systématique.

Pour les ordres de transfert de fonds donnés en ligne, le titulaire de la Carte doit respecter une procédure sécuritaire selon les modalités convenues avec la Banque émettrice et précisée à l'article 3.2 du présent contrat. Le titulaire de la Carte peut demander la mise hors service de la fonctionnalité de paiements donnés en ligne.

8.4 Les ordres de transferts de fonds reçus par la Banque émettrice sont automatiquement débités du compte sur lequel fonctionne la Carte selon les dispositions convenues entre le titulaire de celui-ci et la Banque émettrice dans les conditions tarifaires particulières ou dans tout document approuvé par le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte.

Même si ces conventions prévoient un différé de règlement, la Banque émettrice a la faculté de débiter immédiatement le compte sur lequel fonctionne la Carte du montant des fonds transférés en cas de décès, d'incapacité juridique du titulaire de la Carte et/ou du compte, d'incidents de paiement (rejet d'un chèque ou d'un prélèvement pour défaut ou insuffisance de provision), d'incidents de fonctionnement du compte (en cas de saisie conservatoire sur le compte, de saisie-attribution de créances de somme d'argent sur le compte, d'avis à tiers détenteur sur le compte, d'opposition administrative sur le compte, d'opposition à tiers détenteur sur le compte ou de saisie à tiers détenteur sur le compte), de clôture du compte ou du retrait de la Carte par la Banque émettrice, décision qui sera notifiée au titulaire de la Carte et/ou du compte par simple lettre.

De même, la Banque émettrice a la faculté de débiter immédiatement le compte du montant des ordres de transferts de fonds réalisés au moyen de la Carte, si le cumul des ordres de transfert de fonds dépasse les limites fixées et notifiées par la Banque émettrice.

8.5 Dans le cadre d'un débit immédiat, le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte doit s'assurer que le jour où il donne l'ordre de transfert de fonds par Carte, le compte sur lequel fonctionne la Carte présente un solde suffisant et disponible et le maintenir jusqu'au débit correspondant.

Dans le cadre d'un débit différé, le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte doit s'assurer que, le jour du débit des règlements par Carte, le compte présente un solde suffisant et disponible.

8.6 Le montant détaillé (montant, commissions, taux de change) des transferts de fonds par Carte passés au débit du compte figure sur un relevé des opérations, envoyé au moins une fois par mois sur un support papier ou sur un support durable qui peut être électronique, selon les modalités convenues entre la Banque émettrice et le titulaire du compte sur lequel fonctionne la Carte.

8.7 Un transfert de fonds ne peut être éventuellement remboursé par un Récepteur que s'il y a eu préalablement un transfert débité d'un montant supérieur ou égal. Ce remboursement doit être effectué avec la même Carte que celle utilisée pour l'opération initiale.

9 - Réception et exécution de l'ordre de paiement conformément aux articles L.133-9 et L.133-13 du Code monétaire et financier

Pour se conformer à la réglementation en vigueur, la Banque émettrice informe le titulaire de la Carte que l'ordre de paiement est reçu par la Banque émettrice au moment où il lui est communiqué par le prestataire de services de paiement de l'Accepteur à travers le système de compensation ou de règlement dudit ordre de paiement.

Lorsque l'ordre de paiement est exécuté au sein de l'Espace Economique Européen, la Banque émettrice dispose, à compter de ce moment de réception d'un délai d'un jour ouvrable, sauf pour les Banques émettrices des COM qui disposent d'un délai de quatre jours ouvrables, pour créditer le compte du prestataire de services de paiement de l'Accepteur.

En ce qui concerne les retraits, la Banque émettrice informe le titulaire de la Carte que l'ordre de retrait est exécuté immédiatement par la mise à disposition des espèces entre les mains du titulaire de la Carte.

10 – Responsabilité de la Banque émettrice

10.1 Lorsque le titulaire de la Carte nie avoir donné son consentement pour réaliser une opération de paiement et/ou de retrait, il appartient à la Banque émettrice d'apporter la preuve que l'opération a été authentifiée, dûment enregistrée et comptabilisée conformément à l'état de l'art et qu'elle n'a pas été affectée par une déficience technique. Cette preuve peut être apportée par tous moyens, notamment par les enregistrements des Equipements Electroniques ou des DAB/GAB ou des automates de pièces de monnaie, ou leur reproduction sur un support informatique de l'utilisation de la Carte et des Données de Sécurité Personnalisées.

La Banque émettrice peut utiliser ces enregistrements comme justification de leur imputation au compte sur lequel fonctionne la Carte.

10.2 La Banque émettrice est responsable des pertes directes encourues par le titulaire de la Carte dues à une déficience technique du système de paiement sur lequel la Banque émettrice a un contrôle direct.

11 – Recevabilité des demandes d'opposition ou de blocage

Pour l'exécution du présent contrat, l'information ci-dessus visée «de blocage» peut également être désignée par le terme « d'opposition ».

11.1 Dès qu'il a connaissance de la perte ou du vol de la Carte, de son détournement ou de toute utilisation frauduleuse de la Carte ou des données liées à son utilisation, le titulaire de la Carte et/ou du compte doit en informer sans tarder la Banque émettrice aux fins de blocage de sa Carte en indiquant les motifs pour lesquels il demande le blocage.

11.2 Cette demande d'opposition (ou de blocage) doit être faite :

- à la Banque émettrice pendant ses heures d'ouverture notamment par téléphone, Internet, télécopie ou par déclaration écrite remise sur place auprès de l'agence bancaire habituelle du titulaire de la Carte ;

• ou d'une façon générale auprès du Centre d'appels émetteur ouvert 7 jours par semaine 24H/24H, en appelant l'un des numéros de téléphone suivants :

- serveur de Polynésie française, en appel local au 44 25 00 ou au (+689) 40 47 00 18.
- depuis la France ou l'étranger au (+33) 01 40 14 44 00.

11.3 Un numéro d'enregistrement de cette demande d'opposition (ou de blocage) est communiqué au titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte. Une trace de cette opposition (ou blocage) est conservée pendant 18 mois par la Banque émettrice qui la fournit à la demande du titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte, pendant cette même durée.

La demande de mise en opposition (ou de blocage) est immédiatement prise en compte.

11.4 Toute demande d'opposition (ou de blocage) qui n'a pas fait l'objet d'une déclaration écrite et signée par le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte doit être confirmée sans délai, par tout moyen écrit, sur support papier ou durable.

En cas de contestation de cette demande d'opposition (ou de blocage), celle-ci sera réputée avoir été effectuée à la date de la réception dudit écrit par la Banque émettrice.

Les circonstances du vol/de la perte/du détournement/de l'utilisation frauduleuse font l'objet d'une déclaration écrite et signée par le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte.

11.5 La Banque émettrice ne saurait être tenue pour responsable des conséquences d'une demande d'opposition (ou de blocage) par téléphone, courriel, Internet... qui n'émanerait pas du titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte.

11.6 En cas de vol ou d'utilisation frauduleuse de la Carte ou de détournement des données liées à son utilisation, la Banque émettrice peut demander un récépissé ou une copie d'un dépôt de plainte au titulaire de la Carte et/ou du compte. Cette demande ne constitue pas une condition au remboursement des opérations contestées.

12 – Responsabilité du titulaire de la Carte et de la Banque émettrice

12.1 Principe

Le titulaire de la Carte doit prendre toute mesure pour conserver sa Carte et préserver les Données de Sécurité Personnalisées qui lui sont attachées, notamment son Code. Il doit l'utiliser conformément aux finalités spécifiées à l'article 1 (Partie 1 du présent contrat).

Il assume, comme indiqué à l'article 12.2, les conséquences de l'utilisation de la Carte tant qu'il n'a pas fait une demande d'opposition (ou de blocage) dans les conditions prévues à l'article 11.

12.2 Opérations non autorisées, effectuées avant la demande d'opposition (ou de blocage)

Les opérations consécutives à la perte ou au vol de la Carte sont à la charge du titulaire de la Carte dans la limite de 50 euros (ou 5.967 FCFP). Toutefois, sa responsabilité n'est pas engagée :

- en cas d'opération de paiement effectuée sans utilisation des Données de Sécurité Personnalisées ;
- dans le cas où la perte ou le vol de la Carte ne pouvait être détecté par le titulaire de la Carte avant le paiement ;
- lorsque la perte de la Carte est due à des actes ou à une carence d'un salarié, d'un agent ou d'une succursale de la Banque émettrice ou d'une entité vers laquelle la Banque émettrice a externalisé ses activités.

Cependant lorsque le prestataire de services de paiement de l'Accepteur est situé hors de France, les opérations consécutives à la perte et au vol de la Carte sont à la charge du titulaire de la Carte dans la limite de 50 euros (ou 5.967 FCFP), même en cas d'opérations effectuées sans utilisation des Données de Sécurité Personnalisées.

Les opérations non autorisées du fait de la contrefaçon de la Carte ou de l'utilisation non autorisée des données liées à l'utilisation de la Carte sont à la charge de la Banque émettrice.

12.3 Opérations non autorisées, effectuées après la demande d'opposition (ou de blocage)

Elles sont également à la charge de la Banque émettrice, à l'exception de celles effectuées par le titulaire de la Carte.

12.4 Exceptions

Toutes les opérations non autorisées sont à la charge du titulaire de la Carte, sans limitation de montant en cas :

- de manquement intentionnel ou par négligence grave aux obligations visées aux articles 2, 3 et 11.1 (Partie 1 du présent contrat) ;
- d'agissements frauduleux du titulaire de la Carte.

13 – Responsabilité du (ou des) titulaire(s) du compte

Le (ou les) titulaire(s) du compte, lorsqu'il(s) n'est (ne sont) pas titulaire(s) de la Carte, est (sont) solidairement et indivisiblement tenu(s) des conséquences financières résultant de la responsabilité du titulaire de la Carte au titre de la conservation de la Carte et des Données de Sécurité Personnalisées, notamment le Code et de leur utilisation jusqu'à :

- restitution de la Carte à la Banque émettrice ;
- ou, en cas de révocation du mandat donné au titulaire de la Carte, notification de celle-ci à la Banque émettrice par le ou l'un des titulaires du compte, au moyen d'une lettre remise contre reçu ou expédiée sous pli recommandé. Il appartient au(x) titulaire(s) du compte ayant décidé de cette révocation, lorsqu'il(s) n'est (ne sont) pas le titulaire de la Carte, d'en informer ce dernier. La révocation du mandat entraîne la résiliation immédiate du contrat avec l'ancien mandataire titulaire de la Carte et le retrait du droit d'utiliser sa Carte par ce dernier. Le(s) titulaire(s) du compte fait (font) son (leur) affaire personnelle de tout litige pouvant survenir par suite de sa (leur) décision ;
- ou dénonciation de la convention de compte collectif, à la condition que celle-ci ait été notifiée à tous les intéressés.

14 – Durée du contrat et résiliation

14.1 Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée.

14.2 Il peut être résilié à tout moment par écrit par le titulaire de la Carte ou du compte sur lequel fonctionne la Carte ou par la Banque émettrice. La résiliation par le titulaire de la Carte prend effet 30 jours après la date d'envoi de sa notification à la Banque émettrice. La résiliation par la Banque émettrice prend effet deux mois après la date d'envoi de sa notification au titulaire de la Carte sauf pour le cas visé à l'article 13.

14.3 Le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte s'engage à restituer la Carte et à respecter l'ensemble des obligations contractuelles mises à sa charge dans le cadre du présent contrat, jusqu'à ce que la résiliation devienne effective.

14.4 A compter de la résiliation, le titulaire de la Carte n'a plus le droit de l'utiliser et la Banque émettrice peut prendre toutes les mesures utiles pour ce faire.

15 – Durée de validité de la Carte - Renouvellement, blocage, retrait et restitution de la Carte

15.1 La Carte comporte une durée de validité dont l'échéance est inscrite sur la Carte elle-même. La durée limitée de la validité de la Carte

répondant notamment à des nécessités techniques et sécuritaires, elle n'a pas de conséquence sur la durée indéterminée du présent contrat.

15.2 A sa date d'échéance, la Carte fait l'objet d'un renouvellement automatique du support, sauf si le contrat a été résilié dans les conditions prévues à l'article 14.

15.3 La Banque émettrice peut prendre contact avec le titulaire de la Carte par tous moyens appropriés, en cas de soupçon de fraude, ou de fraude avérée ou de menace pour la sécurité.

15.4 Outre les cas de blocage résultant de la gestion du compte dans le cadre de la convention d'ouverture du compte sur lequel fonctionne la Carte, la Banque émettrice peut bloquer la Carte pour des raisons de sécurité ou de présomption d'opération non autorisée ou frauduleuse ou en cas de risque sensiblement accru ou avéré que le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte soit dans l'incapacité de s'acquitter de son obligation de paiement.

15.5 Cette décision de blocage est motivée et notifiée dans tous les cas au titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte par simple lettre.

15.6 Dans ces cas, la Banque émettrice peut retirer ou faire retirer la Carte par un Accepteur ou par une personne dûment habilitée à fournir des services de paiement.

15.7 Le titulaire de la Carte s'oblige, en conséquence, à la restituer à la première demande et s'interdit d'en faire usage.

15.8 La clôture du compte sur lequel fonctionne(nt) une ou plusieurs Cartes entraîne l'obligation de la(les) restituer. Il en va de même en cas de dénonciation de la convention de compte collectif. L'arrêté définitif du compte ne pourra intervenir au plus tôt qu'un mois après restitution de la(des) Carte(s).

16 – Contestations

16.1 Le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte a la possibilité de contester une opération, si possible en présentant le ticket émis par l'Équipement Electronique ou l'automate de pièces de monnaie ou le DAB/GAB ou un justificatif de l'ordre de paiement sur lequel porte un litige, et cela le plus rapidement possible et dans un délai maximum de 13 mois à compter de la date du débit de l'ordre de paiement contesté sur le compte sur lequel fonctionne la Carte.

Le délai maximum durant lequel le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte a la possibilité de contester une opération, est fixé à 70 jours à compter de la date du débit de l'ordre de paiement contesté sur ledit compte, lorsque le prestataire de service de paiement de l'Accepteur est situé hors de France.

16.2 Le titulaire de la Carte a le droit au remboursement d'une opération de paiement autorisée et effectuée au sein de l'EEE, si l'autorisation donnée n'indiquait pas le montant exact de l'opération et si le montant de l'opération de paiement dépasse le montant auquel le titulaire de la Carte peut raisonnablement s'attendre. Dans ce cas, la Banque émettrice peut demander au titulaire de la Carte de fournir tous les éléments relatifs au remboursement demandé.

La demande de remboursement doit être présentée avant l'expiration d'une période de huit semaines à compter de la date du débit de l'ordre de paiement objet de la demande de remboursement sur le compte sur lequel fonctionne la Carte. La Banque émettrice dispose d'un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception de la demande de remboursement pour effectuer le remboursement ou pour justifier son refus d'y procéder.

16.3 Les parties (la Banque émettrice et le titulaire de la Carte) conviennent d'apporter les meilleurs soins à leur information réciproque sur les conditions d'exécution de l'opération.

17 – Remboursement des opérations non autorisées ou mal exécutées

17.1 Opération de paiement non autorisée

Le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte, est remboursé immédiatement et au plus tard, le premier jour ouvrable suivant la réception de la contestation de l'opération :

- du montant de l'opération contestée de bonne foi par le titulaire de la Carte dans le cas de perte et/ou vol, d'utilisation frauduleuse et/ou de détournement de sa Carte et des données qui y sont liées, survenue avant la demande d'opposition (ou de blocage) conformément à l'article 12.2 ;
- du montant de l'opération contestée de bonne foi par le titulaire de la Carte, survenue après la demande d'opposition (ou de blocage) conformément à l'article 12.3.

La Banque émettrice pourra néanmoins contre-passer le montant du remboursement ainsi effectué, en informant le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte, dans l'hypothèse où elle serait à même, soit d'établir que l'opération en cause a bien été autorisée ou soit de fournir les éléments prouvant la fraude ou la négligence grave commise par le titulaire de la Carte.

Toutefois, conformément aux dispositions légales, la Banque émettrice ne procédera pas au remboursement dans le délai susvisé s'il a de bonnes raisons de soupçonner une fraude du titulaire de la Carte. Dans ce cas, la Banque émettrice en informe l'Institut d'Émission d'Outre-Mer.

17.2 Opération de paiement mal exécutée

Le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte, est remboursé, si besoin et sans tarder, du montant de l'opération mal exécutée.

17.3 Dispositions communes

Dans tous les cas énumérés ci-dessus, le compte débité est rétabli dans l'état où il se serait trouvé si le débit des montants contestés n'avait pas eu lieu, et à bonne date de valeur.

18 – Données personnelles et secret bancaire

18.1 Données personnelles

En tant que responsable de traitement, la Banque émettrice traite des données personnelles qui concernent le titulaire de la Carte.

Préalablement à l'autorisation d'une opération de paiement, la Banque émettrice peut mettre en œuvre une prise de décision automatisée reposant notamment sur l'analyse des informations de la Carte, du contexte de l'opération, du solde disponible sur le compte sur lequel fonctionne la Carte et des plafonds de la Carte. La prise de décision automatisée peut entraîner l'autorisation ou le refus de l'opération de paiement. Le titulaire de la Carte a le droit d'exprimer son point de vue et de contester la décision automatique.

Les données relatives aux opérations de paiement sont conservées pour la durée des écritures comptables légales.

Le titulaire de la Carte dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement et à la portabilité de ses données.

Il dispose également du droit d'opposition au traitement pour des raisons liées à sa situation particulière et du droit d'opposition à tout moment au traitement de ses données à des fins de prospection commerciale. Le Titulaire de la Carte peut exercer ces droits par courrier à Banque SOCREDO – Délégué à la Protection des Données – 115, Rue Dumont d'Urville – BP 130, 98713 Papeete, TAHITI ou par email à l'adresse dpo@socredo.pf ou dans une de nos agences ou encore à partir du site internet www.socredo.pf et de l'application mobile au moyen d'un formulaire dédié. En cas de contestation, le titulaire de la Carte peut introduire une réclamation auprès de la CNIL.

18.2 Secret bancaire

Les données du titulaire de la Carte sont protégées par le secret professionnel auquel est tenue la Banque émettrice. À ce titre, le titulaire de la Carte accepte expressément et pendant toute la durée de sa relation bancaire que les données le concernant soient transmises :

- aux sociétés du Groupe Banque SOCREDO afin de :
 - prévenir, détecter et lutter contre la fraude ;
 - réaliser des activités de recherche et développement notamment à des fins de conformité, de gestion du risque, de communication et de marketing ;
 - obtenir une vision globale, actualisée et cohérente de nos clients, y compris des informations relatives à leur statut fiscal ;
 - offrir une gamme complète de produits et services des sociétés du Groupe, pour permettre au titulaire de la Carte d'en bénéficier ;
 - personnaliser le contenu et les prix des produits et services pour le titulaire de la Carte ;
 - mettre en commun des moyens, informatiques notamment ;
 - permettre à la Banque SOCREDO de se conformer à ses obligations légales et réglementaires telles que la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, le respect de sanctions internationales, d'embargos et de procédures de connaissance des clients (KYC) et la gestion du risque crédit et opérationnel (catégorie de risque/note de risque/ etc.) ;
- hors du groupe de la Banque SOCREDO :
 - aux prestataires de services et sous-traitants liés contractuellement à la Banque SOCREDO, qui fournissent des prestations pour son compte et sous sa responsabilité (par exemple, services informatiques, logistiques, services d'impression, télécommunications, recouvrement de créances, conseil, distribution et marketing) ;
 - aux partenaires bancaires et commerciaux, agents indépendants, intermédiaires ou courtiers, institutions financières, contreparties, référentiels centraux, commerçants accepteurs, banques, banques correspondantes, dépositaires, émetteurs de titres, agents payeurs, plateformes de bourse, sociétés d'assurances, opérateurs de systèmes de paiement, émetteurs ou intermédiaires de cartes de paiement, plates-formes d'échange, sociétés de caution mutuelle ou organismes de garantie financière dans le cadre de :
 - > la mise en place et la gestion d'un produit ou d'un service souscrit par le titulaire de la Carte, aux seules fins d'exécution de leurs obligations contractuelles vis-à-vis de la Banque SOCREDO ou du titulaire de la Carte ; ou
 - > l'exécution des transactions financières et des opérations de paiement demandées par le titulaire de la Carte ;
 - à des autorités financières, fiscales, administratives, pénales ou judiciaires, ou locales ou étrangères, des arbitres ou des médiateurs, des autorités chargées de l'application de la loi, des agences de notation, des autorités de tutelle, des organismes gouvernementaux ou des organismes publics (tels que la Banque de France, la Caisse des dépôts et des consignations), afin de :
 - > satisfaire aux obligations légales et réglementaires incombant à la Banque SOCREDO et plus généralement au Groupe Banque SOCREDO, telles que leurs obligations de divulgation dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
 - > répondre à leurs demandes dans le cadre de leurs missions de supervision, d'investigation, etc. ;
 - > défendre une affaire, une action ou une procédure, ou y répondre ;
 - aux prestataires de services de paiement tiers pour les besoins de la fourniture d'un service d'initiation de paiement ou d'information sur les comptes si le titulaire de la Carte a consenti au transfert de ses données à cette tierce partie ;
 - aux organismes de refinancement qui interviendraient dans une opération de crédit ainsi qu'à leurs mandataires directs ;
 - à certaines professions réglementées telles que des avocats, des notaires, des agences de notation ou des commissaires aux comptes, lorsque des circonstances spécifiques l'imposent (litige, audit, etc.) ainsi qu'à tout acheteur actuel ou potentiel des sociétés ou des activités du Groupe Banque SOCREDO ou ses assureurs.

La Banque SOCREDO peut aussi partager des informations agrégées ou anonymisées au sein du groupe Banque SOCREDO et en dehors de celui-ci avec des partenaires tels que des groupes de recherche, des universités ou des annonceurs, qui ne peuvent en aucun cas identifier le titulaire de la Carte.

Les données du titulaire de la Carte peuvent être agrégées dans des statistiques anonymisées pouvant être proposées à des clients professionnels pour les aider à développer leur activité, sans que ces données permettent aux destinataires de ces statistiques anonymisées d'identifier le titulaire de la Carte.

19 – Conditions financières

19.1 La fourniture d'une Carte de débit (Carte de paiement internationale à débit immédiat), la fourniture d'une Carte de débit (Carte de paiement internationale à débit différé), la fourniture d'une Carte de débit (carte de paiement à autorisation systématique) et/ou la fourniture d'une Carte de retrait est effectuée moyennant le paiement d'une cotisation annuelle dont le montant est fixé dans les conditions tarifaires particulières et/ou dans tout document approuvé par le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte.

Cette cotisation est débitée sur le compte susvisé, sauf résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 14.2.

Cette cotisation est remboursée en cas de résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 14. La cotisation sera remboursée au prorata du temps écoulé entre la date du prélèvement de la cotisation et la date d'effet de la résiliation du contrat visée à l'article 14.

19.2 Les autres conditions financières sont fixées et notifiées par la Banque émettrice dans les conditions tarifaires particulières ou dans tout document approuvé par le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte.

20 – Sanctions

Toute fausse déclaration est passible des sanctions prévues par la loi.

Toute fausse déclaration ou usage abusif de la Carte peut également entraîner la résiliation telle que prévue à l'article 14 du présent contrat.

Tous frais et dépenses réels engagés pour le recouvrement forcé en vertu d'un titre exécutoire des opérations sont à la charge solidairement du titulaire de la Carte et/ou du compte concerné sur lequel fonctionne la Carte.

Le montant des opérations qui n'aura pu être débité au compte sur lequel fonctionne la Carte sera majoré d'intérêts calculés à partir de la date de valeur au taux des intérêts débiteurs en vigueur, sans mise en demeure préalable.

21 – Modifications des conditions du contrat

La Banque émettrice se réserve le droit d'apporter des modifications, notamment tarifaires, au Contrat qui seront communiquées sur support papier ou sur tout autre support durable, notamment par l'inscription d'un message sur ses relevés de compte ou la communication d'un encart spécifique, au titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte, deux mois avant la date de leur entrée en vigueur. L'absence de contestation notifiée à la Banque émettrice avant l'expiration du délai précité vaut acceptation de ces modifications. Dans le cas où le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte n'accepte pas les modifications, il a le droit de résilier immédiatement et sans frais le présent contrat avant la date d'entrée en vigueur des modifications.

22 – Médiation

En cas de litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent contrat, le Client a la possibilité de saisir gratuitement le Médiateur de la FBF à l'adresse suivante :

- Soit par voie postale : Médiateur auprès de la Fédération Bancaire Française – CS 151 – 75422 PARIS Cedex 09

- Soit par voie électronique : « www.lemediateur.fbf.fr »

Le Médiateur est le dernier recours amiable avant d'entreprendre une démarche judiciaire (après épuisement des deux premiers niveaux de dialogue entre le Client et la Banque émettrice, à savoir, le chargé de clientèle et le service Gestion des Incidents et Réclamations de l'établissement). La saisine d'un Médiateur vaut autorisation expresse de levée du secret bancaire par le client à l'égard de la Banque émettrice, pour ce qui concerne la communication des informations nécessaires à l'instruction de la médiation.

Le Médiateur auprès de la Fédération Bancaire Française (FBF) doit être saisi uniquement par écrit, en français ou en anglais, par un client, personne physique n'agissant pas pour des besoins professionnels, et exclusivement pour les litiges relatifs aux services fournis et aux contrats conclus en matière d'opérations de banque (gestion de compte et opérations de crédit, services de paiement), de produits d'épargne, ainsi qu'en matière de commercialisation de contrats d'assurance directement liés à un produit ou à un service bancaire.

Pour plus d'informations, la Charte de la Médiation est disponible gratuitement dans toutes les agences de la Banque émettrice ou sur le site internet « www.lemediateur.fbf.fr ».

PARTIE 2 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE FONCTIONNEMENT DE LA CARTE SPÉCIFIQUES À CHAQUE SCHEMA DE CARTES DE PAIEMENT

La présente Partie 2 reprend les conditions générales de fonctionnement spécifiques à chaque schéma de cartes de paiement dont la (l'une des) marque(s) est apposée sur la Carte, et qui s'ajoutent à celles développées en Partie 1.

La Carte émise par la Banque émettrice peut être une Carte Co-badgée, c'est-à-dire que plusieurs marques figurent sur la Carte.

I – SCHEMAS DE CARTES DE PAIEMENT INTERNATIONAUX

1 - Définitions

Les schémas de Cartes de paiement internationaux sont des schémas dans lesquels les opérations de paiement liées à une Carte sont effectuées du compte de paiement d'un payeur sur le compte de paiement d'un Accepteur par l'intermédiaire du système d'acceptation dudit schéma, de l'émetteur (pour le titulaire de la Carte) et d'un acquéreur (pour l'Accepteur).

Dans le cadre du présent contrat, les schémas internationaux sont :

- VISA Inc. ;

Les schémas internationaux reposent sur l'utilisation des Cartes portant les Marques suivantes :

- Pour VISA Inc. :
 - VISA

2 - Informations complémentaires relatives à l'opération de paiement

2.1 Les opérations effectuées sous la (l'une des) marque(s) apposée sur la Carte sont portées au débit du compte sur lequel fonctionne la Carte dans les conditions et suivant la périodicité prévue aux articles 6 et 7 de la Partie 1 du présent contrat.

2.2 Le taux de change appliqué est celui en vigueur à la date de traitement de l'opération de paiement par le schéma de cartes de paiement concerné.

La conversion en euro ou, le cas échéant, dans la monnaie du compte sur lequel fonctionne la Carte, est effectuée par le centre du schéma de cartes de paiement concerné le jour du traitement de l'opération de paiement par ce centre et aux conditions de change dudit schéma.

Le relevé du compte sur lequel fonctionne la Carte comportera les indications suivantes : montant de l'opération de paiement en devise d'origine, montant de l'opération convertie en euro, montant des commissions, taux de change appliqué.

2.3 Les commissions éventuelles sont fixées et notifiées par la Banque émettrice dans les conditions tarifaires particulières ou dans tout document approuvé par le titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte.

II – SCHEMA DE CARTES DE PAIEMENT CB

1 - Définition

Le Schéma de Cartes de paiement CB repose sur l'utilisation des Cartes portant la marque CB (ci-après les «Cartes CB») auprès des Accepteurs adhérent au schéma de Cartes de paiement CB dans le cadre des seules dispositions et procédures définies ou homologuées par le Groupement des Cartes Bancaires CB.

2 – Communication de données personnelles au Schéma CB

En tant que responsable de traitements, le Schéma CB traite des données personnelles du Titulaire de la Carte, à savoir, le numéro et la date de validité de la Carte ainsi que les données relatives aux opérations effectuées au moyen de celle-ci.

Les données personnelles du Titulaire de la Carte font l'objet de traitements afin de permettre :

- Le fonctionnement de la Carte et du Système CB. Ces traitements sont nécessaires à la bonne exécution du présent contrat.
- La lutte contre la fraude à la Carte de paiement et la gestion des éventuels recours en justice qui constituent un intérêt légitime du Schéma CB, conformément aux missions définies dans ses statuts ;
- De répondre aux obligations réglementaires ou légales notamment en matière pénale ou administrative liées à l'utilisation de la Carte ;
- L'élaboration de statistiques anonymes ne permettant pas l'identification du Titulaire de la Carte.

En fonction de la manière dont la Carte est utilisée, et notamment lorsqu'elle est utilisée dans le cadre d'une opération de paiement effectuée à distance auprès de certains Accepteurs, d'autres données personnelles du Titulaire de la Carte peuvent être collectées, permettant de faciliter l'authentification du Titulaire de la Carte lors de l'opération de paiement afin d'en assurer la sécurité et de lutter contre la fraude.

Le détail des données personnelles traitées par le Schéma CB peut être consulté dans sa Politique de protection des données personnelles accessible sur www.cartes-bancaires.com/protegezvosdonnees.

Les données personnelles traitées par le Schéma CB sont conservées pour les durées suivantes :

- le numéro et la date de validité de la Carte ainsi que les données relatives aux opérations effectuées au moyen de celle-ci sont conservées pour une durée de treize (13) mois, à compter de la fin de validité ou du blocage de la Carte ;
- les données personnelles générées par le Schéma CB sont conservées pour une durée de deux (2) ans ;
- les données utilisées pour l'émission d'alertes de fraude sont conservées pour une durée maximale de douze (12) mois à compter de l'émission des alertes. En cas de qualification de fraude avérée, les données relatives à la fraude sont conservées au maximum cinq (5) années, conformément à la réglementation de la CNIL ;
- les données nécessaires à la gestion d'un éventuel recours en justice sont conservées jusqu'au terme de la procédure. Elles sont ensuite archivées selon les durées légales de prescription applicables.

Conformément à la réglementation en vigueur, le Titulaire de la Carte peut :

- demander à accéder aux données personnelles le concernant et/ou en demander la rectification ou l'effacement ;
- définir des directives relatives au sort des données personnelles le concernant après son décès ;
- s'opposer au traitement de données personnelles le concernant réalisé aux fins de lutte contre la fraude et/ou de gestion des éventuels recours en justice en expliquant les raisons particulières qui justifient sa demande, sous réserve que la Banque émettrice n'invoque pas de motifs légitimes et impérieux ;
- demander des limitations au traitement des données personnelles le concernant ;
- demander à recevoir et / ou transmettre à un autre responsable du traitement les données personnelles le concernant sous une forme couramment utilisée et lisible par un appareil électronique ;
- introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

S'agissant des données personnelles traitées par le Schéma CB, le Titulaire de la Carte peut exercer les droits mentionnés ci-dessus en s'adressant par courriel à protegezvosdonnees@cartes-bancaires.com et en joignant une copie recto-verso d'une pièce d'identité.

Pour toute question en lien avec la protection des données personnelles traitées par le Schéma CB, le Titulaire de la Carte peut :

- consulter la Politique de protection des données personnelles du Schéma CB accessible sur www.cartes-bancaires.com/protegezvosdonnees ;
- contacter le Délégué à la protection des données désigné par le Schéma CB par courriel à protegezvosdonnees@cartes-bancaires.com.

3 - Fichier central de retraits de cartes bancaires CB géré par la Banque de France

Une inscription au fichier central de retrait des Cartes Bancaires CB géré par la Banque de France est réalisée lorsqu'un incident de paiement résultant directement de l'usage de la Carte CB n'a pas été régularisé suite à la notification dudit incident par la Banque émettrice au(x) titulaire(s) du compte sur lequel fonctionne la Carte CB.

La finalité principale de ce fichier consiste à éviter qu'un membre ou Entité du schéma de Cartes de paiement CB ne décide de délivrer une Carte CB dans l'ignorance que le demandeur a précédemment fait l'objet d'une décision de retrait d'une telle Carte suite à un incident de paiement. On entend par incident de paiement toute opération effectuée au moyen d'une Carte CB qui ne peut être couverte par la provision disponible au compte sur lequel fonctionne ladite Carte contrairement aux obligations du présent contrat.

Lorsque la Banque émettrice décide de déclarer audit fichier sa décision de retrait de la Carte CB, il en informe le(s) titulaire(s) du compte sur lequel fonctionne ladite Carte par tout moyen et les invite à régulariser cet incident dans le délai et selon les modalités communiquées par elle-même afin d'éviter son/leur inscription audit fichier.

La date de la décision de retrait est fixée par défaut à la date de la communication susvisée. Cette inscription est effacée automatiquement dudit fichier au plus tard à l'issue d'un délai de deux ans courant à partir de la date de la décision de retrait. L'inscription est effacée dans les cas suivants :

- lorsque l'inscription résulte d'une erreur de la Banque émettrice ;
- lorsque le(s) titulaire(s) du compte démontre(nt) que l'événement ayant entraîné l'incident de paiement ne lui/leur est pas imputable ;
- lorsque le(s) titulaire(s) du compte démontre(nt) avoir intégralement régularisé la situation et demande(nt) leur radiation.

Il(s) peut/peuvent demander à tout moment à la Banque émettrice les modalités de régularisation de sa (leur) situation, notamment la communication du montant, le cas échéant réactualisé, des incidents enregistrés.

Il(s) peut/peuvent par ailleurs demander à la Banque émettrice de lui/leur faire connaître si une décision de retrait prise à son/leur encontre par la Banque émettrice a fait l'objet d'une déclaration au fichier. L'information est communiquée oralement après vérification de son/leur identité. Il(s) peut/peuvent prendre connaissance et obtenir communication en clair des données à caractère personnel le(s) concernant figurant au fichier :

- en se présentant muni(s) d'une pièce d'identité officielle portant sa/leur photographie dans une unité du réseau de la Banque de France ouverte au public, dans une agence de l'IEDOM ou de l'IEOM (la liste des unités du réseau de la Banque de France est diffusée sur son site Internet), ou ;
- en adressant à la Banque de France une lettre accompagnée de la photocopie d'une pièce d'identité officielle portant sa/leur signature à l'adresse suivante :

BDF SFIPRP - section Relation avec les particuliers
86067 POITIERS CEDEX 9

Il(s) peut/peuvent contester ou faire rectifier les données à caractère personnel le(s) concernant dans le fichier sur demande auprès de la Banque émettrice, selon les modalités prévues à l'article 18.1 de la Partie 1 du présent contrat.